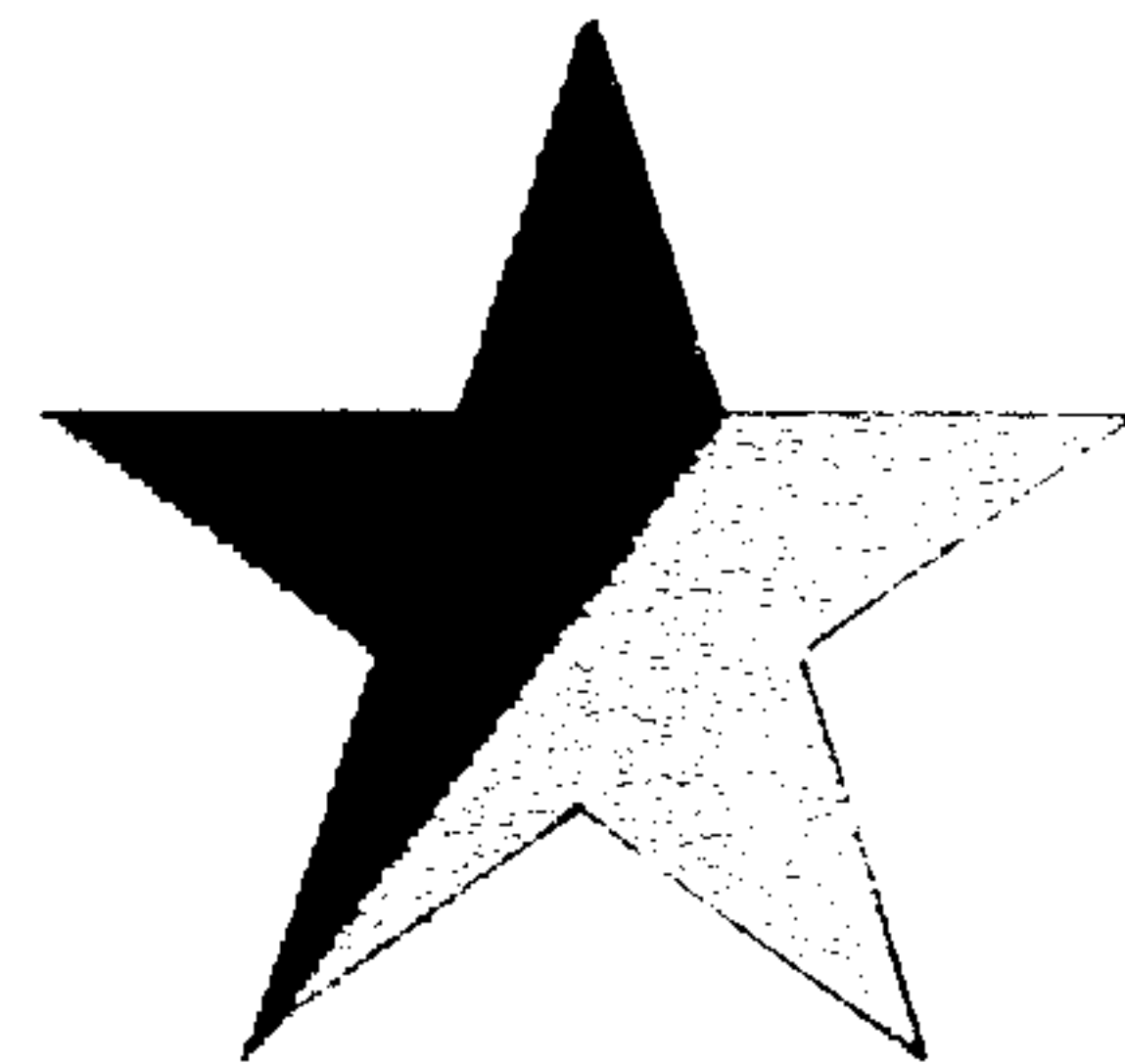


CLASH



bulletin national du secteur lycéen d'Alternative Libertaire
numéro spécial mouvement – novembre 1998

Quelques semaines après le mouvement...

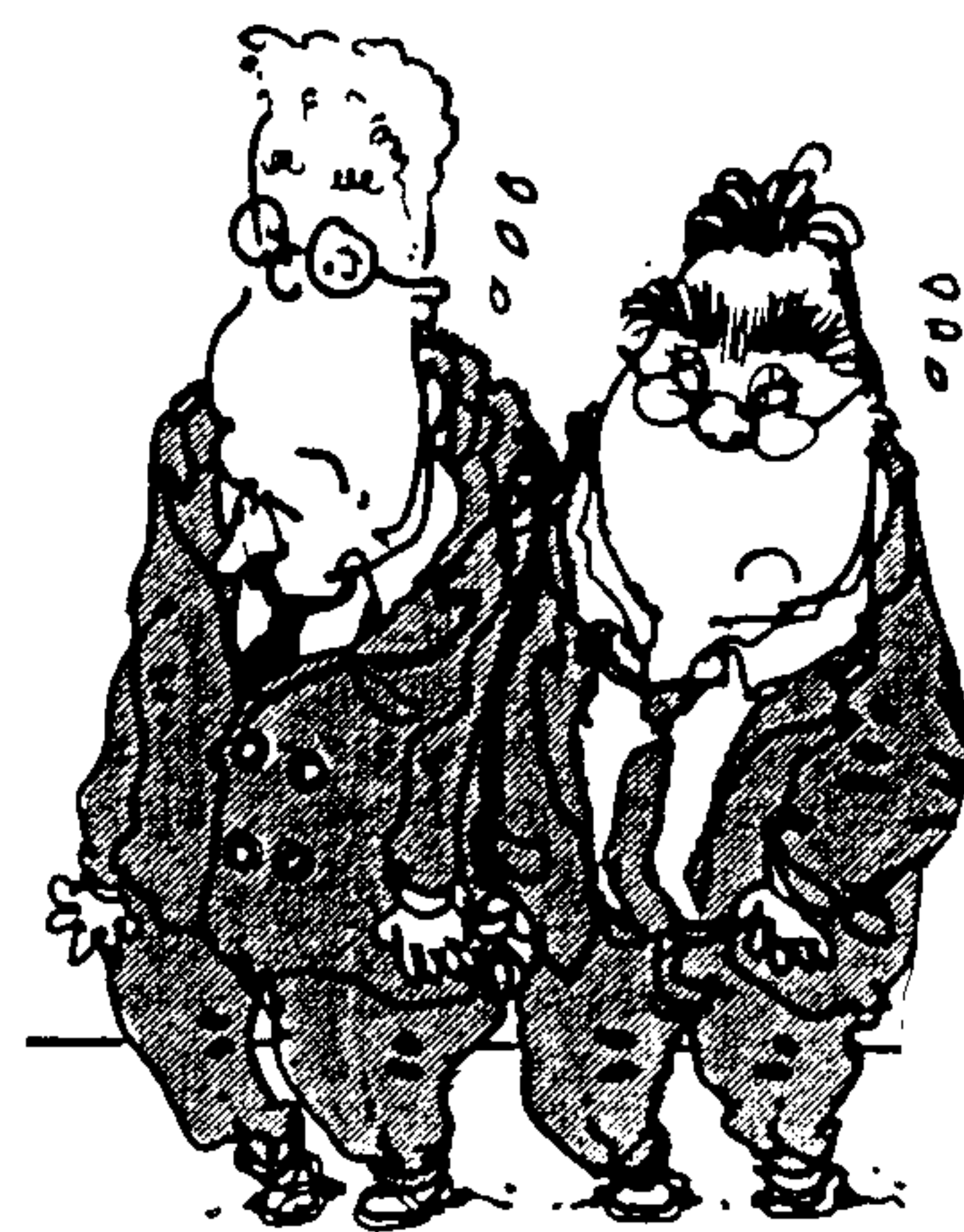
Rien n'est fini mais tout commence !

Les propositions d'Allègre ? Une farce !

En comparaison de la vaste mobilisation des lycées pour de meilleures conditions de travail, les réponses du ministre, Allègre, sont dérisoires :

- en termes de moyens et en termes d'emploi, il nous propose pour la France ce qui ne serait déjà pas suffisant pour la Seine-Saint-Denis !
- en termes de pédagogie : un allègement des programmes, alors que la majorité des lycéens revendiquent un réaménagement des horaires... Ou comment s'en sortir à moindre coût et en dévalorisant le contenu des enseignements.

Le gouvernement fait l'impasse sur la priorité des priorités : renforcer les moyens pour l'Education nationale. Les quelques « comités de vigilance » mis en place pour s'assurer que le ministre tient ses promesses sont condamnés à compter des miettes !



Pourquoi cet échec du mouvement ?

Ce mouvement a avant tout souffert de son manque d'organisation autonome ! Du coup, il a été victime de l'action de faux syndicats lycéens comme la FIDL ou l'UNL. Faux syndicats, car un syndicat doit défendre l'intérêt de ceux qui le composent. Or la FIDL et l'UNL défendent avant tout les intérêts du gouvernement PS, qui ne souhaite en aucun cas réorienter sa politique éducative.

On peut dire qu'un groupe ou une personne "récupère" un mouvement quand il lui fait dire ce qu'il n'a pas dit, pour servir ses propres intérêts. Le plus grand récupérateur de ce mouvement est sans doute Allègre lui-même quand il affirme régulièrement dans les médias que le mouvement lycéen a soutenu en réalité sa réforme (bidon) des lycées. Autres récupérateurs : l'UNL et la FIDL. Pendant les vacances, ils ont négocié avec le ministère alors qu'ils n'avaient aucune légitimité pour le faire, prétendant "parler au nom" des lycéens. Allègre s'est servi de ces alliés dociles pour casser le mouvement.

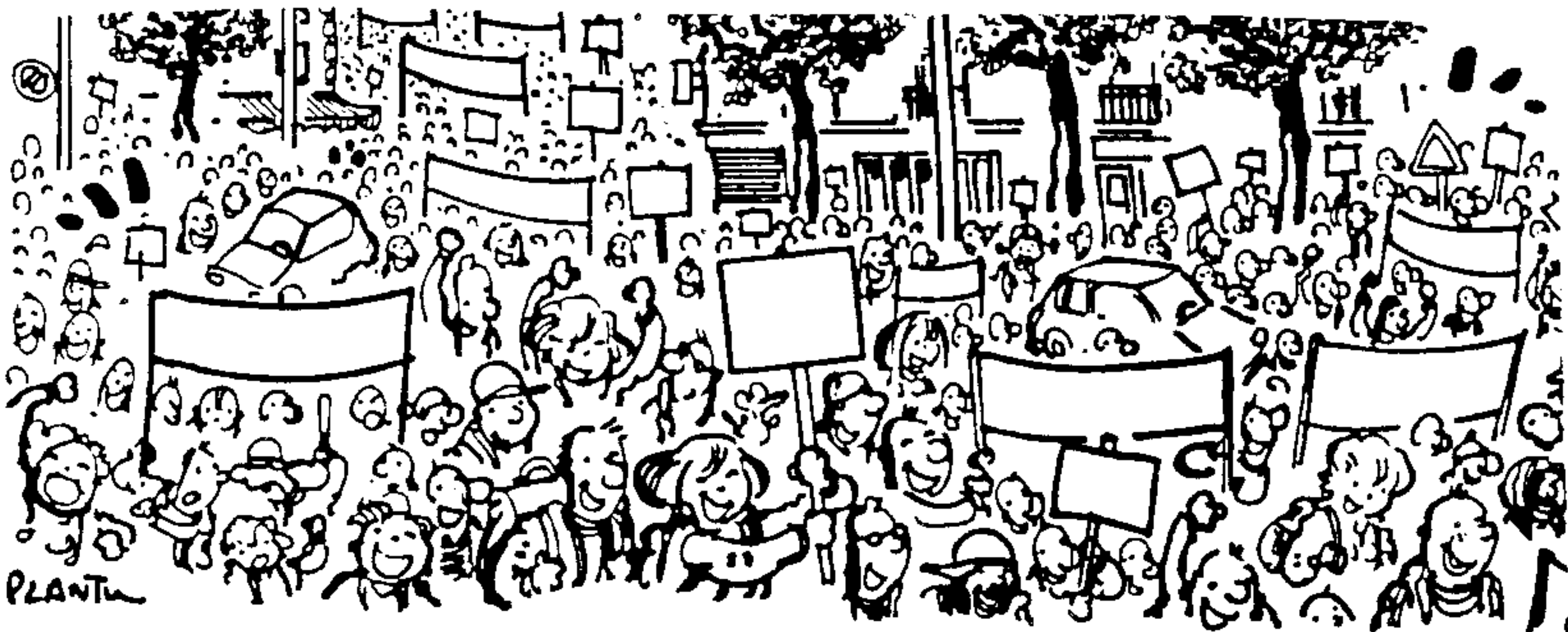


Le mouvement lycéen a encore des choses à dire

Mais il faut pour cela qu'il parvienne désormais à mener une lutte unitaire avec tous les acteurs de l'Education nationale : étudiants, profs, personnels, parents d'élèves. C'est par la lutte unitaire que le département de Seine-Saint-Denis a obtenu l'an dernier des avancées significatives pour la rénovation des lycées. Or (à part dans le 93) les syndicats majoritaires de profs ont pendant le mouvement très peu bougé, se contentant de soutenir verbalement le mouvement lycéen, se rendant parfois individuellement dans les manifs, souvent même pas badgés ! **Alors que c'était l'occasion ou jamais de se lancer dans une grève générale de l'Education nationale : une lutte d'une ampleur sans précédent en France**, et qui aurait eu bien plus de retentissement que les traditionnels « Une journée de grève » ! Il faut tenter d'interpeller les syndicats enseignants, et les mettre devant leurs responsabilités.

Et à présent, que faire ?

A présent que le mouvement est retombé, on pourrait se laisser aller au découragement. Mais l'Histoire est faite d'avancées et de reculs. Sur chaque bahut, il faut constituer des groupes de réflexion et d'action, pour préparer les luttes de demain, en évitant de commettre de nouveau les erreurs du passé. Avant tout, **il faut constituer une force autonome**, à même de s'opposer aux tentatives de récupération des mouvements par des faux syndicats, une force capable de donner la priorité aux décisions exprimées démocratiquement dans les assemblées générales de grévistes.



Changer l'école ne suffit pas, c'est toute la société qu'il faut changer !

Le message essentiel du mouvement lycéen, c'était le refus d'un système scolaire à plusieurs vitesses, le refus des inégalités entre lycées riches et lycées déshérités, des inégalités entre lycées professionnels et lycées généraux, qui préfigurent les inégalités sociales sur lesquelles est fondée notre société. Cela veut dire qu'il faut gagner plus de moyens, mais aussi qu'il faut revaloriser l'enseignement pro, et casser la hiérarchie instituée entre enseignement manuel et enseignement intellectuel.

L'« école de la République », c'est cela avant tout : un parcours sélectif. A l'arrivée, les « meilleurs » auront vocation à former la classe dirigeante. La grande majorité des autres, sortis plus ou moins diplômés du système scolaire, ira rejoindre les gros bataillons de salariés et de chômeurs. Aussi, même si nous gagnons le combat pour l'« égalité des chances à l'école », ce ne sera pas suffisant : cela n'empêchera pas la reproduction de la hiérarchie entre classes sociales. Alors il faut aller jusqu'au bout de la logique : **changer l'école ne suffit pas, c'est toute la société qu'il faut changer !** Aujourd'hui nous demandons l'égalité des chances, **demain nous réclamerons l'égalité économique et sociale !**

Libertaire, égalitaire, une révolution reste à faire !

Alternative Libertaire

Qui sommes-nous ?

Nous sommes des jeunes communistes libertaires. Nous militons dans une organisation implantée dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les universités. Nous sommes présents dans les luttes de la jeunesse mais aussi dans celles du mouvement social.

Pourquoi Communistes ?

Rien à voir avec l'ex-URSS ou Robert Hue. Nous l'entendons dans un sens anticapitaliste, pour l'abolition des privilèges et la redistribution des richesses.

Pourquoi libertaires ?

Pour une société sans hiérarchie, où le pouvoir ne soit plus accaparé par une élite économique et politique. Pour l'autogestion.

Et la révolution ?

On n'attend pas le grand soir pour agir, nous voulons gagner par la lutte de nouvelles avancées sociales. Mais nous considérons que nous ne pourrions changer réellement la société qu'en renversant le capitalisme.

Contactez-nous en renvoyant le coupon ci-dessous à :

Alternative Libertaire, BP 177,
75967 PARIS Cedex 20

ou

Alternative Libertaire Nord
c/o Poing Vire Gule, BP 1024,
59011 LILLE Cedex

- Je souhaite prendre contact avec Alternative Libertaire
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*
- Je souhaite m'abonner à *Alternative libertaire* (90F pour un an, chèque à l'ordre d'AGORA 2000)

NOM.....

PRENOM.....

ADRESSE.....

ETABLISSEMENT.....